

# pourquoi pas ?

de nouvelles perspectives à gauche en normandie

**EDITO**

## Gagner la bataille de l'Europe



par Etienne Adam

Le référendum aura lieu le plus tôt possible. C'est déjà un indice de l'inquiétude de ceux qui se sont prononcés pour le oui et qui paniquent aujourd'hui devant le référendum. Les dirigeants du parti socialiste ont été les premiers à demander l'accélération de la procédure, dans la foulée de leur victoire interne qu'ils savent malgré tout limitée. Récemment Strauss-Kahn lui-même rappelait que les 40% de non n'étaient pas négligeables et faisait de façon implicite l'aveu qu'une bonne partie de militants, d'adhérents et d'électeurs du PS se prononceraient pour le non. Il y a quelque chose de pathétiquement dérisoire devant les discours des dirigeants socialistes suppliant Chirac de dépolitiser le référendum : il y a quelque chose de grotesque à demander à ce vieux magouilleur de renoncer au bénéfice politique du oui.

Chirac, de son côté, s'inquiète aujourd'hui de l'audace démocratique qui l'a piqué avec le recours au référendum. Pourtant, au départ, le calcul politicien n'était pas absurde. La droite souverainiste est très affaiblie : Seguin empêtré dans sa robe de magistrat ne dira rien, Pasqua accumule les casseroles, De Villiers en est réduit à inventer l'épouvantail turec en déformant le texte du Traité pour trouver des arguments. Le repli nationaliste du souverainisme est aujourd'hui peu vendable par des hommes politiques qui veu-

lent faire carrière.

Vis-à-vis de la gauche le référendum était une opération de division bien utile au président: Entre les euros béats du PS et des Verts, les euros "critiques" mais ralliés à la constitution par réalisme, et ceux qui ont annoncé depuis longtemps leur opposition à cette Europe là, le référendum est une bonne occasion de raviver publiquement des divergences. Tout cela sans danger puisque le PS et les Verts ne pouvaient pas prendre le risque du non. Il y avait là l'occasion de reconstruire un espace politique large pour les partis "respectables". Chirac, comme le PS dans une moindre mesure, essaie de se refaire une crédibilité politique en s'appuyant sur l'Europe "réalité inéluctable".

L'opération comportait un autre avantage : marginaliser le mouvement anti libéral et altermondialiste qui ne cesse de gagner du terrain. La constitution libérale est aussi une réponse aux succès "inquiétants" des FSE.

A force de ne voir la réalité qu'au travers des sondages et des médias, ils ont pris le risque d'un référendum qu'ils jugeaient gagné d'avance.

Et tout ce bel édifice politicien s'est fissuré. Il serait bon de se rappeler que les sondages donnaient Jospin (le meilleur premier ministre) gagnant, ils lui ont même dicté un cadre de campagne non socialiste qui l'a fait perdre.

**(SUITE PAGE SUIVANTE)**

## sommaire

**Le référendum sur le traité constitutionnel européen est un élément central de notre activité militante actuelle. C'est la première fois que l'on peut dire NON aux politiques libérales qui nous sont imposées. 6 pages de ce Pourquoi Pas ? y sont consacrées.**

**ÉDITO**

**La pression médiatique, le choix des "grands" partis, tout est là pour nous convaincre de voter oui au référendum. Et pourtant, nombreux sont ceux qui ne se laissent pas abuser. Nous devons et nous pouvons aujourd'hui gagner la bataille du NON ! ■■■**



### **POUR UN "NON" DE GAUCHE**

**Il faut donc mener campagne. Il nous reste cinq mois. C'est très court pour convaincre que d'autres choix de société sont possibles. ATTAC et La confédération paysanne ont également pris position pour le NON. ■**



**Nous reprenons la déclaration de G. Debunne, partisan du NON et membre fondateur de la Confédération Européenne des Syndicats. ■**



**A l'heure du débat sur le TCE, un premier bilan de l'euro semble nécessaire.**



### **DROITS DES FEMMES**

**La loi Weil a 30 ans. Un bilan en France et en Europe du droit à l'avortement, droit non pris en compte dans le TCE.**



### **ET PUIS ...**

**Les élections présidentielles "sous contrôle" en Palestine ... Un texte sur le tsunami. Et enfin, quelques mots sur nos activités en Basse Normandie.**



**(SUITE DE L'EDITO)**

Aujourd'hui avant toute campagne pour le non d'une certaine ampleur (ou la seule campagne de Fabius qui n'est pas lui, spécialement populaire) les sondages indiquent un score non négligeable pour le non. Mais ce qui frappe surtout c'est le niveau de l'abstention.

De même, les médias se sont surpassés dans la prise de position partisane pour le oui. Bien sûr ils ont invité Laurent Fabius, qui leur a fourni un alibi démocratique, mais par ailleurs il l'ont discrédité à un point qui met en lumière leur mépris du débat démocratique : dans le totalitarisme de la pensée unique la palme revient peut-être à Plantu et au Monde, présentant Fabius comme un débile. De plus, ceux qui informent "en toute objectivité" se recrutent chez les eurobéats de toutes obédiences : citons par exemple Guetta sur France Inter, radio de service public, qui après avoir été "la voix de la France" du temps de De Gaulle est devenue "la voix du oui". La partialité était sensible dans la manière dont le pourtant minable De Villiers a été traité un matin par Pierre Weil.

Mais toute cette propagande médiatique a ses limites. On a pu voir certains partisans du oui s'inquiéter du lynchage médiatique de Fabius.

Nous devons prendre garde à ne pas nous laisser influencer par ce que les médias reflè-

tent et prendre conscience que ce petit monde médiatiquement correct n'est qu'une petite partie de la population : les premières rencontres sur les marchés montrent que la propagande faite par les médias ne rend pas les gens totalement idiots et incapables d'avoir une opinion. Je crois que nous sommes, nous aussi, victimes de nos propres modes de communication et sous estimons qu'il existe aussi - encore - des modes de construction de l'opinion publique qui passent par d'autres réseaux.

Nous sommes convaincus que la référendum n'est toujours pas acquis et qu'il est possible de faire gagner le non.

A condition que nous menions campagne, en particulier en direction de ceux qui ne croient plus à l'utilité du vote. Nous avons à expliquer que pour la première fois depuis bien longtemps nous avons la possibilité de mettre en crise à la fois la forme d'Etat antidémocratique qu'est l'Union européenne, mais derrière aussi, mettre en crise ouverte le libéralisme dominant. Après les élections du printemps, un non au référendum mettrait en lumière de façon particulièrement crue la crise de la représentation politique en Europe et ici. Ce sera pour Chirac un désaveu particulièrement grave qui rendra difficile son maintien au pouvoir.

Ce qui est particulièrement intéressant c'est que le non nous oblige à nous positionner d'emblée dans une réponse européenne avec toutes les forces qui aujourd'hui en Europe combattent le libéralisme. La crise salutaire ainsi créée n'est pas seulement franco-française mais sera un accélérateur puissant à la construction d'une alternative unitaire large qui puisse dans les années qui viennent apporter des réponses sur l'Europe et sur d'autres politiques sociales, économiques, démocratiques au niveau des états et de l'Union.

Ceci ne sera possible que si, dans le cadre de la campagne du référendum, nous sommes capables de faire agir ensemble toutes les composantes du Non : associatives, syndicales et politiques. C'est seulement ensemble, dans une dynamique commune, que nous trouverons les moyens d'atteindre le niveau de campagne suffisant pour faire gagner le non.

Pour nous Alternative citoyenne- la gauche Autrement, depuis le début, l'appel des 200 offre ce cadre unitaire par la variété de sa composition. Ce cadre il faut le faire vivre, le développer pour associer le maximum de citoyennes et de citoyens à la campagne. C'est par ce changement de la manière de faire de la politique que peut aussi se développer un grand mouvement populaire pour le non et pour une autre Europe. ■

## ATTAC dit NON au TCE !

Attac avait formulé 21 exigences pour rendre ce traité compatible avec une Europe réellement européenne, démocratique, sociale, écologique et solidaire. Pratiquement aucune n'a été retenue. Compte tenu de l'ampleur de l'enjeu - toutes les campagnes d'Attac sont directement affectées, voire contrecarrées par les politiques européennes -, le Conseil d'administration a considéré qu'il devait consulter l'ensemble des adhérents de l'association avant d'arrêter sa position définitive. C'est maintenant chose faite. Deux questions étaient posées, le scrutin ayant été dépouillé publiquement le 11 décembre à l'issue de l'assemblée générale de l'association tenue à Saint-Denis.

Question n° 1 : Etes-vous pour ou contre la ratification du traité constitutionnel

européen ? Réponses : pour : 10,8 % ; contre : 84 % ; abstentions : 5,2 %.

Question n° 2 : Souhaitez-vous qu'Attac donne des indications de vote ? Réponses : pour : 72 % ; contre : 19,6 % ; abstentions : 8,4 %.

Dès à présent, Attac s'engage dans la campagne pour un "non" authentiquement européen. Elle le fera en respectant son identité et sa spécificité de mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, et en s'adressant à l'ensemble des citoyens. Cette campagne s'effectuera en lien avec les autres priorités de l'association : pour des taxes globales, pour l'annulation de la dette publique des pays en développement, contre les paradis fiscaux, contre l'AGCS, contre les OGM, pour la souveraineté et la

sécurité alimentaires, etc.

Le comportement, d'une partialité inouïe, des grands médias lors du référendum interne du PS donne un avant-goût du déluge de propagande en faveur du "oui" auquel il faut maintenant s'attendre. A cette entreprise de bourrage de crâne, Attac répondra d'une manière argumentée, texte du traité en mains, et en priorité par de multiples actions citoyennes et de proximité. A cette occasion, elle mettra en avant ses propositions alternatives pour une "autre" Europe possible. Tout en menant ses actions propres, l'association les articulera avec les initiatives déjà en cours. A cette fin, elle prendra prochainement contact avec les associations, les syndicats et les partis politiques démocratiques résolus, eux aussi, à contribuer à la victoire du "non". ■



# Faire gagner le NON !

par Anne Flambard

Nous n'avons même plus six mois pour faire gagner le "Non".

Les défenseurs de l'actuelle construction européenne ne s'y trompent pas. Le seul vote interne au PS a animé une débauche de forces en faveur du "oui". Les socialistes partisans du "non" n'ont pas seulement affronté les socialistes partisans du "oui", mais aussi les états-majors de la social-démocratie européenne et un pilonnage exceptionnel des médias.

Les partisans du "oui" savent la faiblesse de leurs arguments. Ils utilisent :

- **La dérobade**, en refusant de répondre à notre première critique : le vice anti démocratique radical que constituent l'élaboration de ce texte et l'intégration de choix politiques, sociaux, économiques précis, les soustrayant ainsi à la décision des peuples et aux éventuels changements de majorité. Ils répondent seulement : "C'est déjà le cas." Et alors, est-ce une raison pour l'approuver ?
- **Les contre-vérités** : ce sont les "avancées" imaginées ou artificiellement amplifiées et l'assurance réitérée, et fausse, qu'il n'y a pas de reculs.
- **Les berceuses** : c'est l'assurance qu'ils feront demain - promis, juré - ce qu'ils n'ont pas fait depuis cinquante ans.
- **La fiction** : en présentant l'Europe actuelle comme un moyen d'imposer la régulation du marché ou de faire face à l'arrogance agressive des Etats-Unis. Alors que l'Europe actuelle et future est à l'avant-garde de l'extension du règne du marché et que le futur ministre des Affaires étrangères ne pèserait pas plus lourd que Solana n'a pesé lors de la crise irakienne.

Nous devons tous nous mobiliser, il s'agit d'un enjeu MAJEUR !

Le référendum sur la "Constitution" européenne sera le vote le plus important depuis longtemps ; le plus important avant longtemps.

La difficulté n'est pas dans la force des arguments du "oui". Elle n'est pas non plus dans le vote du PS comme on veut le faire croire.

Le risque est que nombre s'abstiennent, convaincus qu'on ne peut rien y faire. A nous de convaincre, notamment les jeunes, nombreux, qui se laissent prendre au détournement de l'idée européenne, que l'aspiration européenne est aujourd'hui dévoyée et que nous portons un véritable projet pour l'Europe. A nous de convaincre que nous détenons avec ce vote un moyen d'action exceptionnel, le dernier sûrement des cinquante années à venir.

Mais il reste plus facile de mobiliser sur des enjeux nationaux qu'européens ; le poids des politiques européennes sur bien des politiques nationales que nous combattons doit pourtant faire de la campagne pour le "non" une priorité de notre travail militant des quelques mois à venir. Notre action doit être à la hauteur de l'enjeu. Montrer, sans caricature, dans chaque lutte, la responsabilité des politiques européennes. Rappeler le rôle du pacte de stabilité et de la banque centrale européenne dans le chômage, rappeler la dimension européenne de l'offensive contre les services publics, rappeler la coordination européenne des attaques contre les acquis sociaux. Ensuite, répondre à l'interrogation : "N'êtes-vous pas anti-

européens, défendant un "non" sans alternative ?" Nous ne sommes pas démunis. Les organisations associatives et syndicales ont élaboré de nombreuses propositions dans leurs champs d'intervention. Dans le *Manifeste pour une autre Europe* Yves Salesses propose des mesures européennes précises pour l'emploi, les services publics, le droit social, les institutions. Nous devons montrer comment de telles propositions se heurtent à l'actuelle construction européenne et au projet de "Constitution".

Nous n'avons plus six mois. C'est court ! Toutes celles et tous ceux qui veulent enrayer l'offensive libérale doivent concentrer leurs forces sur cet objectif : mettre en échec la tentative de légitimer le socle libéral et anti-démocratique de l'actuelle construction européenne. Pour tenter d'atteindre cet objectif de nombreux collectifs se sont montés dans toute la France, dans la Manche, le Calvados, des citoyens se sont réunis pour mener campagne, cette tâche n'incombe pas aux seules organisations ou militants politiques. Tous : adhérents, sympathisants nous vous appelons à nous rejoindre pour mener cette campagne, nous avons besoin de vous tous pour expliquer, distribuer des tracts, coller des affiches, animer des réunions publiques, au moins une par canton, intervenir autour de vous : avec vos proches, vos collègues, dans les associations, les syndicats... il faut gagner voix après voix, expliquer, expliquer, expliquer. Lutter contre le découragement et l'abstention.

Il n'y a pas de défaite irrémédiable, ni de victoire. Mais dans le cas présent, l'une ou l'autre pèsera lourd. La victoire du " non " en France serait un coup de tonnerre en Europe, un signal. Et le débat de fond sur le contenu et les objectifs de l'Europe ne pourrait plus être évité. Nous n'avons plus six mois ! ■

Toutes ces infos sont sur le site de la fondation Copernic (<http://www.fondation-copernic.org>) et de l'appel des 200 (<http://www.appeldes200.net>).

## DIRE "NON"



## G. Debunne dit NON

**La Confédération Paysanne appelle au NON**

La Confédération Paysanne, réunie le 11 décembre 2004 en Comité national, a pris position sur le texte de Constitution européenne qui sera proposé au vote des français par un Référendum. Elle considère que le processus de construction européenne, engagé depuis 47 ans sans expression directe des peuples, mérite une évaluation populaire sur la validité des options choisies. Le déficit actuel de l'Europe ne réside pas dans un manque de libertés pour le commerce ou les financiers, mais dans les reculs imposés à la régulation des marchés, notamment agricoles, aux législations sociales, aux services publics et aux droits de l'homme. Lors de son congrès national des 7 et 8 Avril à Strasbourg, aux côtés de la Coordination Paysanne Européenne et de Via Campesina, la Confédération paysanne s'était déjà engagée contre le volet agricole de cette constitution qui s'oppose radicalement à la Souveraineté Alimentaire, axe essentiel de ses propositions pour maintenir des paysans nombreux, une agriculture de qualité, solidaire, respectueuse de l'environnement.

Face à ces constats, la Confédération paysanne affirme publiquement son refus de ce texte constitutionnel ; s'inscrit activement dans un processus de construction européenne qui permette de garantir une agriculture nombreuse et indépendante des lobbies Agro industriels ; appelle ses membres et ses structures locales à affirmer dans le débat public leur opposition à ce texte et participera aux initiatives prises dans le mouvement social pour faire reculer la précarisation de nos vies et construire une Europe solidaire.

Les porte-parole de la Confédération Paysanne, Jean Emile SANCHEZ et Brigitte ALLAIN, ont signé l'appel des 200. ■

**Un appel de Georges Debunne, ancien secrétaire-général de la FGTB et ancien président de la CES, suite à l'analyse qu'il fait du traité constitutionnel .**

Dans le discours médiatique, se fondant sur une seule déclaration de la CES, les syndicats sont pour le oui. Nous sommes très loin de la réalité : pour ne prendre que la France, FO et SUD se sont prononcés contre le projet, la CGT en débat encore et seule la CFDT, syndicat social-libéral, est pour un oui enthousiaste.

La déclaration de la CES est elle-même très alambiquée et la CES reconnaît que ses objectifs en matière de droits européens sont loin d'être acquis. L'appel que nous publions ci-dessous n'émane pas d'un gauchiste irresponsable, ni d'un nostalgique de l'Europe de l'Est. Georges Debunne est un syndicaliste belge, il est président honoraire de la Fédération Européenne des Retraité(e)s et des personnes âgées (FERPA), ancien Vice-Président et Président de la Confédération Européenne des Syndicats CES de 1973 à 1985, ancien Secrétaire Général de la FGTB (Fédération Générale des travailleurs de Belgique) de 1968 à 1982, ancien Président de la Centrale Générale des Services Publics (FGTB).

Il est de ceux qui ont fondé la CES et cherché à construire une vision et une stratégie syndicale européenne. ■■■

**Chères et chers camarades et ami(e)s,**

La Constitution Européenne qui a été adoptée par les 25 Chefs d'Etat et de Gouvernement aggrave le déficit social et démocratique inscrit dans les Traités de l'Union Européenne depuis son origine.

En ma qualité de responsable syndical, j'ai dénoncé ce manque depuis 1958.

Les Traités successifs ont été ratifiés à chaque fois sur la base de promesses d'améliorations et aussi par manque d'information des citoyen(ne)s européens.

C'est pourquoi je pousse cet ultime cri d'alarme dans cette période de ratification où nous sommes amené(e)s à légitimer ou NON ce texte de loi qui prévaudra sur les Constitutions nationales.

La Gauche européenne ne peut plus tergiverser. Il faut stopper cette course vers l'abîme.

Le moment est venu de dire NON à cette hégémonie du capital, de fixer les objectifs et d'entamer l'action pour réaliser enfin une Union européenne démocratique et sociale fondée sur des droits fondamentaux civiques, économiques et sociaux. À nous de nous opposer à la dilution de l'Union Européenne dans une grande zone de libre échange, s'ins-

crivant dans les exigences inacceptables d'une économie purement libérale dominée par la compétitivité, la flexibilité et la recherche du seul profit sans égard pour l'appauvrissement d'une masse toujours plus grande au bénéfice d'une toute petite minorité de riches qui s'enrichissent.

L'élargissement aux pays de l'Europe de l'Est imposait un système de solidarité collective qui barre la route au dumping social. Au lieu de cela, la Constitution européenne issue de la Convention Giscard renforce des mécanismes qui le favorise :

**I. Les droits sociaux à prestation (droit à la pension de retraite, droit aux allocations chômage, droit au minimum de ressources) ne sont pas garantis au niveau européen.**

Ils n'existent pas dans tous les Etats membres. Ils peuvent disparaître des constitutions et des législations nationales là où ils existent.

Avec l'élargissement le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans l'Union Européenne est passé de 58 millions à 65 millions. Alors que le seuil de pauvreté calculé à 60% du revenu médian se situe à

543 euros en Belgique, il correspond à 114 euros en Hongrie, 102 euros en Pologne, 70 euros en République tchèque et 35 euros en Slovaquie.

Faut-il rappeler qu'en 2000, la Commission Européenne reconnaissait que sans les transferts sociaux (sans l'apport de la protection sociale) 40% de la population européenne (des quinze Etats membres de l'époque) vivrait sous le seuil de pauvreté. Ces transferts sociaux sont une propriété sociale, le résultat des nécessités de la reconstruction d'après-guerre et de l'avènement des "trente glorieuses". Les syndicats ont joué un rôle important pendant cette période et aidé à élaborer un modèle socio-économique construit sur un haut taux de croissance, une inflation raisonnable fondée sur deux piliers : l'emploi et la sécurité sociale. L'économie de marché se combinait avec des interventions publiques associées à la démocratie politique, aux droits de l'homme et à la concertation sociale des syndicats qui usaient au besoin de leurs capacités de lutte. Des progrès significatifs ont alors été réalisés.

Or, depuis la fin des années 80, les GOPE visent des réductions de dépenses (chômage, pensions, soins de santé) et rejettent toute aug-

mentation de recettes fiscales. Le modèle social est régulièrement remis en question.

L'article 1 de la Partie II de la Constitution Européenne déclare que "la dignité humaine est inviolable, elle doit être respectée et protégée". Cela n'est pas suffisant car la dignité n'existe comme réalité juridique concrète que par sa réalisation dans les droits sociaux fondamentaux garantis. Pour ceux "qui ont" et qui en ont les moyens, il n'y a pas de problème ! Mais pour les autres ? Ceux qui vivent sous le seuil de pauvreté, ceux qui sont mal logés ou sans domicile, ceux qui ne peuvent payer les médicaments nécessaires ni se faire soigner ! Et les milliers de travailleuses et travailleurs qui tombent sous le coup des licenciements massifs. Le droit à la dignité pour les uns donc ; mais pas pour les autres qui en sont exclus !

## **2. L'unanimité est requise pour le social, le fiscal ainsi que pour l'environnement. Ceci est inacceptable.**

Il faut en finir avec ce veto antidémocratique qui permet à un seul pays sur les 27 ou 30 de bloquer la volonté de 455 millions d'eu-

ropéen(ne)s. Ou encore qui permettrait à un Etat gouverné par l'extrême droite de bloquer la volonté des autres Etats démocratiques et progressistes.

Faut-il rappeler aussi que l'extension du vote à la majorité qualifiée était annoncée dans la Déclaration que les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adoptée à Laeken en décembre 2001. Tout a pu se faire rapidement et selon la volonté des forces du marché et de la finance par le vote à la majorité qualifiée dans les Conseils des Ministres pour tout ce qui concerne l'économie et le monétaire : marché unique, monnaie unique, Banque Centrale européenne pour ne citer que les plus importantes questions résolues de cette façon.

Comment peut-on justifier ces deux systèmes de votation, l'un favorable à tout ce qui est économique et monétaire d'inspiration libérale et l'autre défavorable à tout ce qui vise plus de justice sociale ?

## **3. Les services publics en danger**

Les Etats qui avaient

**(SUITE P. 6)**

## **Naissance d'un réseau pour un Non de gauche européen au Traité constitutionnel**

**"L'Europe dit NON au projet de constitution anti-sociale et anti-démocratique"**

Le 18 décembre 2004 lors de la réunion des membres de l'Assemblée européenne de préparation du FSE 2006 à Athènes, à l'initiative de la Fondation Copernic, étaient présents des membres d'organisations des pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Catalogne, France, Grande Bretagne, Grèce, Hollande, Hongrie, Italie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, et le Réseau des femmes contre la constitution regroupant 25 pays dont 4 non-membres de l'UE : Bulgarie, Islande, Roumanie et Suisse.

Dans plusieurs pays, des campagnes pour une réelle consultation populaire (particulièrement en Grèce, Autriche, Belgique) sont en train de se mettre en place et des débats en faveur du Non se développent. Dans cer-

tains pays sont avant tout mises en cause les orientations militaristes, dans d'autres plutôt l'offensive antisociale.

Globalement, il y a un immense déficit d'information, de l'ignorance et par conséquent de l'indifférence. Il s'avère primordial d'informer et de développer des arguments forts et parfois peu connus (le contenu de la "Charte des droits sociaux" se voit complètement restreint par les recommandations du Présidium de la Convention ; faire face à l'hégémonie des Etats-Unis nécessite une Autre Europe et non le renforcement de son caractère néo libéral et militaire ; la crise en cas de rejet de la Constitution permettrait enfin d'ouvrir la voie à une logique d'Europe sociale et démocratique).

Etant donné que seuls quelques pays (Espagne, Grande Bretagne, France, Hollande, Danemark, Portugal, Pologne, République Tchèque, Irlande) ont prévu à ce jour des référendums, les autres tourment leur regard vers eux : l'Espagne sera la première à voter le 20 février. Pour "saluer" le lancement de la campagne officielle avec Chirac, Schröder et Zapatero, le 11 février à Barcelone, les organisations catalanes ont prévu une démonstration monstre, comme ils savent le faire, le 12 février.

L'espoir immédiat des autres pays européens réside dans le résultat du référendum en France qui devrait avoir lieu à la fin du 1er semestre 2005, résultat qui reste très incertain. ■



# Un Euro pour quoi faire ?

par Nicolas Bénies

La monnaie dite unique issue de l'Union Economique et Monétaire conçue par le traité de Maastricht, revue et corrigée par le Pacte de Stabilité - premier acte "libéral" du gouvernement Jospin nouvellement installé en 1997 - l'est de moins en moins - unique - du fait de l'élargissement à 10 nouveaux pays et suscite des interrogations d'abord dans ces nouveaux pays. Pour des raisons opposées. Abandon de la souveraineté nationale - c'est bien un transfert de compétence - et de "dilution de leur identité nationale" mais aussi risque d'inflation, difficulté de répondre aux critères. Or, ces 10 nouveaux pays, contrairement à la Grande-Bretagne, au Danemark et à la Suède - qui ont refusé d'entrer dans l'euro - sont obligés d'adopter cette monnaie à partir du moment où ils vont répondre aux critères du traité de Maastricht ET du Pacte de Stabilité si le projet de traité constitutionnel est adopté.

Ce pacte qui jusque-là donc n'avait pas la valeur d'un traité y accède par le biais de ce texte. Un autre coup de force de la Convention présidée par Giscard. Les conséquences en seront un approfondissement de la politique d'austérité, de réduction des dépenses publiques et des dépenses sociales déjà faibles dans ces pays, pour respecter le critère de limitation des déficits publics à 3% du PIB notamment. Alors qu'ils ont, au contraire, besoin de crédits pour construire une protection sociale inexistante du fait de leur histoire, leur donnant un avantage compétitif d'une part et provoquant un "dumping social" de l'autre entre les différents pays de l'UE pour revoir la législation sociale à la baisse. Il aurait donc fallu unifier les politiques sociales pour développer les droits des salariés et éviter ainsi cette concurrence interne que la "circulaire Bolkerstein" accélérera en proposant que la législation qui s'appliquera à l'intérieur des entreprises soit celle de leur pays d'origine.

Autrement dit, une entreprise polonaise s'installant en France appliquerait la législation de la Pologne. Le "dumping social", le chantage patronal à la baisse des acquis sociaux en serait favorisé.

Du coup, l'euro synthétise les inquiétudes. Dans un contexte où la faiblesse du dollar alimente la montée de l'euro qui n'a jamais été aussi élevé sur les marchés des changes. Les Etats-Unis, "hyperpuissance" (pour employer le terme de Védrine), sont minés par les déficits jumeaux, celui du budget et de la balance commerciale. La baisse du dollar leur permet d'avoir un avantage compétitif par rapport à leurs concurrents directs, le Japon et l'Allemagne, obligés, pour lutter contre la baisse de leur marché final et leur faible croissance, de gagner des parts de marché aux Etats-Unis, seul pays développé à connaître une croissance importante.

La politique monétaire est symptomatique de cette construction européenne. Logiquement, une monnaie suppose un Etat pour la légitimer. Or l'euro est géré par la BCE, banque centrale indépendante de tout pouvoir politique. Les "Sages", certes nommés par les gouvernements à commencer par Jean-Claude Trichet ancien gouverneur de la Banque de France, décident souverainement des évolutions du taux d'intérêt à court terme, instrument essentiel de la politique de crédit et de la politique de change. Ils le font en fonction d'un seul et unique critère, maintenir la stabilité des prix, lutter contre l'inflation. Une inflation pourtant faible, de l'ordre de 2% ! Aujourd'hui, le risque se trouve plutôt dans la déflation, la baisse des prix due à la surproduction. Les prévisions de croissance pour 2005 sont revues à la baisse, il faudrait concevoir des politiques de relance plus que des politiques de restriction. La BCE devrait baisser le taux de l'intérêt pour favoriser la

mis en place des services publics dans les domaines de l'éducation, la santé, la sécurité, le transport, les communications, l'énergie, ont engagé, depuis le Traité de Rome un mécanisme de privatisation en les soumettant au droit de la concurrence. Le démantèlement s'accélère. Le terme "services publics" est banni de la Constitution Européenne pour être remplacé par "Service d'intérêt économique général". Les articles II-36 et III-6 qui annoncent "une loi européenne qui définira les principes et conditions, notamment économiques et financières, qui permettra aux SIEG d'accomplir leurs missions dans le respect de la Constitution" laissent planer toutes les incertitudes. Le projet de Directive "Bolkestein" sur la libre circulation des services dans le Marché intérieur montre comment, avec le "principe du pays d'origine", les pouvoirs publics perdront le contrôle du droit du travail sur leur propre territoire.

#### **4. La Constitution Européenne est prévue pour une durée illimitée. Pour la réviser, il faudra l'unanimité. Un seul Etat pourra tout bloquer.**

Pourquoi s'enfoncer encore davantage dans ce tunnel sans espoir pour les jeunes en particulier ?

La Constitution Européenne engage l'avenir des citoyennes, des citoyens, des travailleuses et des travailleurs européens. Le grand marché intérieur ne peut se développer par le "dumping social", il faut le crier sur tous les toits ! ■

reprise, plutôt que de s'arc-bouter sur la défense d'un euro fort qui n'a aucun sens. Le dollar reste la seule monnaie internationale et de réserve, l'euro ne peut pas lui faire concurrence. Il y faudrait des structures étatiques véritables et non pas cette "gouvernance", ce gouvernement d'experts qui conduit au déni du politique.

Une façon de voir cette BCE comme un indice du type d'Europe qui s'est mis en place et qui sera légitimé par le "traité constitutionnel"... si le "oui" l'emporte... ■



# Le droit à l'avortement en France et en Europe

par Marie-Claude Herboux

Le 15 janvier 2005, nous nous mobilisons pour réaffirmer notre fierté d'avoir après de nombreuses luttes et de nombreuses victimes, obtenu en 1975, ce droit fondamental à l'avortement.

Pourtant ce droit, 30 ans après, est loin d'être un choix possible pour toutes les femmes. Cet acte reste tabou et souvent culpabilisé. Les réticences à reconnaître aux femmes le droit à disposer de leur corps sont encore très fortes.

Dans une société où l'ordre moral revient en force, le droit à l'avortement est toujours menacé :

- obstacles à l'application de la loi du 4 juillet 2001 qui prévoit une augmentation du délai légal (10 à 12 semaines -14 semaines après l'arrêt des règles),
- insuffisance d'information et difficultés d'accès à l'avortement et à la contraception,
- régressions et remises en cause du système de santé dans son ensemble,

- insuffisance de formation au cours des études de médecine.

Nous devons réaffirmer notre combativité pour défendre ce droit fondamental et pour encore améliorer les conditions en France.

On pouvait espérer que ce droit fondamental soit reconnu dans le traité constitutionnel. Il n'en est rien ! Pas un mot sur ce sujet, pire, alors que des exigences budgétaires sont fixées pour l'entrée des pays dans l'Union Européenne, rien en matière de droits fondamentaux : Malte a obtenu que la législation européenne, actuelle et future, ne pourra modifier sa loi nationale qui interdit l'avortement. Les médecins étrangers n'auront pas le droit de pratiquer des avortements dans l'archipel au nom de la libre circulation des personnes.

Actuellement, la législation diffère sensiblement entre les membres : L'Irlande, le Portugal et la Pologne interdisent l'avorte-

ment et le considèrent comme un crime. Dans les autres pays, l'avortement est soit légalisé, soit dépénalisé (Allemagne et Espagne) avec des différences notables en ce qui concerne les conditions requises pour procéder à l'interruption de grossesse.

- Les délais : 22 semaines en Grande Bretagne, 16 semaines en Suède, 10 en Grèce, en Italie et au Danemark, 12 dans les autres pays
- Il existe également des différences entre pays européens en ce qui concerne le sort réservé aux mineures : l'autorisation parentale est exigée dans certains pays. En France, depuis 2001, la femme mineure qui ne peut obtenir l'autorité parentale a la possibilité d'avoir recours à un adulte référent.
- Les niveaux de remboursement diffèrent également.

Il reste donc beaucoup à faire pour défendre et améliorer ce droit fondamental et inaliénable. ■

## DIRE "NON"

### Un appel "culture"

Depuis fin décembre dernier, circule un appel, lié à celui des 200, spécifique au monde culturel.

Pour le droit à la culture dans une Europe sociale, solidaire et démocratique !

Face au risque d'une culture de plus en plus élitiste, où seuls des "produits" de consommation culturelle seraient proposés à celles et ceux qui n'ont pas les moyens de "s'offrir" un accès à la culture

Face aux attaques généralisées contre la culture et celles et ceux qui la font vivre, en France comme dans le reste de l'Europe. Face à un désengagement constant de

l'Europe des questions culturelles (cf. paragraphe 151 du traité constitutionnel), où le budget culturel ne représente qu'à peine 0,003% du budget communautaire.

Face à l'A.G.C.S. et toute autre tentative d'inclure la culture dans un impératif de rentabilité dicté par Bruxelles ou ailleurs.

Face à la mondialisation libérale, responsable directe de la ruine de pays entiers et de secteurs économiques complets.

Face à la concentration de plus en plus grande dans le secteur culturel (télévisions, édition, distributeurs, laboratoires cinématographiques, exploitants, etc.), nous, artistes, technicien-ne-s, salarié-e-s du spectacle, de l'audiovisuel, des arts plastiques et graphiques, de l'édition, du cinéma, travaillant par intermittence ou non, nous nous associons pleinement à l'appel dit "Copernic" dans lequel nous reconnaissons la nécessité de combattre cette Europe ultra-libérale que

l'on nous prépare, dans la continuité des précédents traités, et qui avalise les principes d'une économie de marché dont nous avons déjà subi les effets en France....

C'est pourquoi nous appelons à opposer un "non" majoritaire au "traité constitutionnel". Un "non" de gauche, en rupture avec le système libéral, qui puisse traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales et altermondialistes de ces dernières années ont exprimé avec le soutien de la majorité de la population, des salariés, de la jeunesse.

C'est pourquoi nous appelons à voter NON au référendum sur le traité constitutionnel et rejoignons sur ces bases l'appel Copernic, et appelons tous les travailleur-se-s du spectacle, de l'édition, des arts plastiques et graphiques, de l'audiovisuel et du cinéma, à diffuser et faire signer cet appel.

N'hésitez pas à nous contacter. ■



# Après les élections présidentielles quelle paix ?

par Jean-Christophe Petite

Les occidentaux sont contents, Michel Rocard en tête, les élections se sont bien passées : 65 à 70% de participation malgré le boycott du Hamas et du Jihad, à part à Jérusalem où s'est encore exprimée l'incurie du colonisateur israélien (6000 inscrits pour 150 000 habitants, si les élections israéliennes sont organisées de la même manière, il y a de quoi douter de leur caractère démocratique), et l'élu des occidentaux est élu (62,3 % - des votants pour Mahmoud Abbas, 19,8% pour Mustapha Barghouti.).

Nous pourrions sans doute pinailler sur les conditions de cette élection, l'occupation, une certaine inégalité entre les candidats, surtout dans les déplacements, les arrestations de Mustapha Barghouti, l'encre indélébile marquée au doigt des votants pas tout à fait indélébile. Mais cela est-il bien pire que les matraquages médiatiques dont sont victimes les "petits candidats" dans les élections Européennes ?

En y regardant de plus près, les élections municipales en cours pendant cette élection

présidentielle donnent un résultat approuvant, le Hamas qui y participe recueille moins de 30% des voix et le Fatah plus de 50%.

Deux choses sont certaines, les Palestiniens ont voulu prouver dans leur grande majorité qu'ils étaient capables d'avoir un état et que cet état serait démocratique, mais aussi qu'ils étaient pour une paix négociée.

Mais ne nous laissons pas abuser par les faux semblants. Même si Sharon est en difficulté au point de devoir rechercher une alliance avec le parti travailliste israélien (grand défenseur du mur, et surtout éventuellement capable de faire avaler aux organisations syndicales les restrictions des acquis sociaux), même si il est obligé de donner le change parce que les élections ont redonné espoir aussi aux Israéliens, a-t-il changé d'orientation ? Arafat est mort, mais les conditions d'une paix n'ont pas changé.

Souvenons-nous comment le gouvernement Sharon a fusillé la trêve qu'avait obtenue le même Mahmoud Abbas lorsqu'il était pre-

mier ministre en liquidant deux responsables du Hamas. Le préalable aux négociations posé par le gouvernement Sharon, à savoir le désarmement des "terroristes", n'est pas un bon présage, car il est de notoriété publique que l'Autorité palestinienne n'a nullement les moyens de désarmer, ni le Hamas, ni les brigades d'Alhaqsa, ni le FPLP.

La négociation passe par des garanties sur le retrait des troupes d'occupation, sur la démolition du mur. Sharon et le parti travailliste sont-ils prêts à prendre en compte le droit international, rien ne l'indique. Alors encore une fois, seule la pression internationale est à même de faire fléchir les politiques israéliens.

Si apparemment Bush semble jouer le jeu d'une nouvelle négociation, contrairement aux multiples commentaires, cela n'indique nullement un changement de cap, au contraire chaque changement dans l'administration Bush aboutit au remplacement d'une "colombe" (si on peut dire) par une, un faucon : Collin Powels par Condoleezza Rice, John Ashcroft (un aigle) par le boucher de Guantanamo, les amis des intégristes du sionisme (Paul Wolfowitz et autres) restent en place. Les défenseurs de l'intervention US en Irak nous avaient déjà prédit que cela aboutirait à une amélioration de la situation en Palestine et c'est le contraire qui s'est produit.

Alors que ces élections renforcent l'idée chez les peuples du monde que les Palestiniens sont ouverts à la négociation dans le respect de leur droit, l'intervention d'une force internationale ayant pour but de mettre en oeuvre les résolutions de l'ONU, à commencer par la protection du peuple palestinien contre l'occupation, devient de plus en plus urgente. L'Europe doit signifier clairement au gouvernement israélien que tout manquement aux règles sera sanctionné, à commencer par la suspension des accords de coopération comme l'a voté le parlement européen. ■

## Trois comités "Copernic" dans la Manche

par Claude Rayon

Dans la Manche, à ce jour trois comités Copernic se sont constitués : à Cherbourg, Saint-Lô et Granville. Les éléments moteurs y sont l'Alternative Citoyenne, la LCR, la FSU, Sud-Solidaires, Attac et le PCF. Mais s'y joignent aussi des militants de la Confédération Paysanne, de la CGT et d'autres groupes citoyens. Ils se sont créés sans trop de difficulté où les luttes de 2003 avaient été intenses (Granville, Cherbourg) et où depuis quelques années existaient des collectifs de résistance et des habitudes de luttes unitaires (Sécu, anti-racisme à Saint-Lô).

A terme, il n'est pas impossible de réunir symboliquement ces comités en un seul afin d'apparaître plus clairement dans le débat qui va avoir lieu bientôt sur le traité constitutionnel. Sans bien sûr empiéter sur le travail de terrain de chaque comité local, nécessaire pour élargir le mouvement. Et à ce sujet il va être important de ne pas laisser en chemin, les militants du PS qui ont voté "non" et qui risquent d'être frustrés par une discipline de vote qui les ferait voter aux côtés de la droite. Dans la Manche, le "non" du PS a été majoritaire et le "oui" dans le cadre d'un référendum est loin d'être acquis. Nous n'avons pas de temps à perdre. ■





# Tsunami

**T**sunami : le mot est sur toutes les bouches, les horreurs sur tous les écrans de télévision et d'ordinateur. Les gens sortaient à peine de la dinde aux marrons, alors cette immense détresse était d'autant plus bouleversante.

S'agit-il de la "plus grande catastrophe" ? Oui, car les centaines de milliers de morts sont intervenues en moins d'une heure. Et non parce que les guerres, la faim, les épidémies, la déshérence d'une grande partie de la planète sont tout autant meurtrières... à petit feu.

Mais l'info, l'actu, le sentiment de partager ensemble un même moment "historique" rendent, au rythme des flashs médiatiques, notre compassion plus émotionnelle, et notre solidarité plus concentrée : nous pouvons faire quelque chose.

Alors nous avons fait, par millions : un élan de générosité planétaire des individus, des jeunes en particuliers : l'opération SMS pour l'Asie les concernait prioritairement, et ils(elles) ont répondu nombreux(ses).

Les Etats beaucoup moins.... qui suspendent le remboursement de la dette des pays touchés, mais ne l'annulent pas. Alors que la reconstruction sera longue, nécessitant la remise en marche non seulement d'une économie locale, mais aussi de redonner confiance aux gens des bords de mer : la vague meurtrière restera longtemps dans les mémoires.

La solidarité existe bien au coeur de nous tous. Mais on doit aussi s'interroger sur sa dimension et sa portée.

Par exemple, pourquoi la France est-elle dans le peloton de queue des contributeurs privés européens ? Nous attendons souvent trop de l'Etat pour l'organisation de la solidarité. Ce pourrait être une explication dans la plus grande difficulté à construire dans notre pays des ONG de masse (comme OXFAM ou Greenpeace).

Par exemple, pourquoi concentrons-nous tous nos dons sur une opération ? Médecins Sans Frontières a lancé un gros pavé dans la mare en stoppant la collecte pour l'Asie. D'une part parce qu'il est inutile de récolter de l'argent quand on n'a pas la capacité logistique de le dépenser effectivement auprès des populations dans le besoin ; et aussi parce qu'il ne faut pas oublier les autres catastrophes rampantes qui écrasent un trop grand nombre de peuples sur la planète. Je trouve cette attitude très courageuse, et je suis content d'avoir versé mon obole à cette ONG.

Cette position responsable de MSF doit aussi nous conduire à revendiquer la transparence sur les usages des fonds publics et privés. Par exemple, est-ce que les "promesses" de don des Etats seront rendues effectives ? Quand ? Plus d'un an après le séisme de Bam, les Iraniens attendent toujours. Pourquoi de nombreux fonctionnaires onusiens soulèvent-ils la question de savoir si l'argent qui va aller en Asie sera bien pris sur la richesse des riches, ou comme c'est trop souvent le cas, retiré aux opérations d'aide engagées ailleurs ?

Enfin, quand Chirac propose de taxer les

transactions financières à la tribune de l'ONU, pourquoi ne met-on pas en route immédiatement, et pour ce sinistre majeur, une telle pratique ? En commençant par chez nous, en Europe.

De même, comment garantir l'accès aux médicaments pour les populations touchées par de tels fléaux ? En les finançant par les dons publics, ou bien en transformant les relations entre l'industrie du médicament, la recherche et les brevets mondiaux pour faciliter la production locale de génériques ?

La générosité nous concerne, elle parle de notre fraternité directe et immédiate, et il est bon que nous ayons répondu présent(e)s. Mais elle ne doit pas masquer qu'une large part des conséquences des catastrophes pourraient être évitées si une autre organisation de la répartition des richesses et une autre conception du développement local partout dans le monde se mettait en place. Notre générosité est le premier acte de notre citoyenneté mondiale. Elle doit s'approfondir dans une nouvelle conception de l'internationalisme, qui remette en question notre monopole de la richesse (globale) et qui favorise le développement humain partout où vivent les hommes et les femmes. ■

## TROU DE LA SÉCU

### La Sécu fait la bombe à Pékin

Quelques semaines à peine après l'adoption par le parlement du plan Douste Blazy sur la Sécu, 180 dirigeants français des caisses de protection sociale ont séjourné, aux frais de la princesse, dans les plus luxueux hôtels de Pékin pour participer à l'assemblée générale de l'association internationale de sécurité sociale du 12 au 18 septembre dans cette fameuse patrie des droits de l'Homme. Un millier de délégués représentaient 130 pays dont 30 Allemands, 25 Etat-uniens et

pas moins de 180 Français. Le premier jour, les travaux ont été ouverts à 16h30 pour se terminer par un cocktail à 18h.

Les 13, 14, 15 et 16 septembre ont été réservés aux commissions techniques, certains, peu intéressés, ont pu s'initier aux beautés de la Cité Interdite. De même, n'était-il pas indispensable de consacrer son après-midi du 17 à suivre l'exposé sur la sécu chinoise.

Coût de ce séjour des fonctionnaires de la Sécurité Sociale française: 700 000 euros. Sans commentaires !

(extrait du bulletin n° 250 de la Confédération Paysanne de l'Orne)

Question: les CPAM de Basse Normandie ont-elles participé à ce raout ? ■



# Où sont passées les années folles ?

par Philippe Hamelin

## Intervention de Philippe Hamelin, ANPAG et seul élu d'opposition à Deauville, au Conseil Municipal du 23/12/04

**V**ous me faites penser à François Mitterrand, les trois premières années, avalanche de projets (centre équestre, salle de tennis, etc.), rénovation à gogo.

Et aujourd'hui, 4ème année de votre pouvoir, vous resserrez les robinets. Mes propos sont clairs grâce à votre budget frileux qui le prouve.

Une baisse sur la culture, de 338 000 E nous passons allégrement à 315 000 E, voilà une économie. Sur les bâtiments communaux une dégradation de 700 000 E soit une baisse de 23%. Il est vrai que la ville préfère dépenser des fortunes pour une église ou un presbytère ou bien financer les écoles privées.

Je sais, Mr Augier, vous avez eu à faire et à répondre à la dégradation des bâtiments, laissés à l'abandon depuis des décennies par vos collègues et amis du mandat précédent. Vos amis (Mme d'Ornano) ont choisi de faire payer aux citoyens pendant des années un Centre International Deauville, où ils ne mettront jamais les pieds, mais qu'ils payeront avec leur sueur.

Vous avez raison, j'ai toujours critiqué ce bâtiment, il faut dire et admettre son coût d'achat à plus de 335 millions de nos anciens francs, au désavantage du reste des biens immobiliers de notre commune.

D'autre part, admettre votre budget, c'est accepter la hausse tous les ans de la cantine, le parking payant toute l'année, nos salaires ne suivent pas vos hausses traditionnelles de 2,5 à 3%, et tout le monde ne va pas demander d'aide à la ville.

Les subventions ne sont pas mieux pensées, nous donnons 700 E aux pompiers qui risquent leur vie à chaque sortie, mais 800 E pour castrer des matous, 150 E de fleurs pour les tombes américaines, je refuse de verser le moindre euro à ce pays terroriste, qui s'évertue à massacrer le peuple irakien.

Je voterai également contre la journée de solidarité pour financer les actions en-faveur de l'autonomie des personnes âgées, une escroquerie et une régression une fois de plus contre les plus faibles, approuvée par une poignée

d'intello aux bottes de la dictature MEDEF /RAFFARIN, qui sont nés avec une petite cueiller en or dans la gueule.

Voilà en deux mots, pourquoi je ne vote pas votre budget et ses annexes. ■

## Préparation des élections municipales de 2007 à Hérouville

**Signataires : ANPAG, PS, PC, MRC, Les Verts, Hérouville Solidarité Ecologie, Hérouville Gauche Citoyenne, La Gauche Autrement**

**A**ucune force de gauche ou d'extrême gauche, n'a à elle seule la possibilité de gagner les prochaines élections municipales, même dans le cadre éventuel d'un accord partiel. A Hérouville l'histoire des dernières élections fait remuer sous les casquettes.

Depuis plusieurs mois, et à l'exemple du combat pour la défense de la régie municipale de l'eau, les organisations de la gauche Hérouvillaise se rencontrent afin de mettre en place des stratégies, des méthodes qui permettent d'éviter ce qui s'est produit lors du 2ème tour des municipales.

Sans préjuger de la position de chacun au moment des élections, ce travail débouche aujourd'hui sur une déclaration commune dont voici quelques extraits.

“Voilà plus de trois ans que la ville est administrée par l'équipe de R. Thomas et aujourd'hui rien ne va plus : les échecs s'accumulent, la désorganisation et le discrédit de la municipalité s'aggravent de jour en jour.

Une ville désorganisée : Depuis plus de 3 ans et particulièrement dans la période récente, c'est la valse du personnel (...) Dans ces conditions, les dysfonctionnements se multiplient : c'est le fonctionnement démocratique qui est aujourd'hui en cause, avec ses conséquences sur l'image d'Hérouville.

Une ville discréditée : Les projets qui échouent s'accumulent, tant leurs incohérences sont flagrantes : Ecole de boulangerie des Belles Portes, Centre des Congrès à Beauregard, Centre interculturel ne se feront pas. ...

(...) Toute cette incompétence oblige la ville à économiser sur tout. Les structures et associations ainsi mises en difficulté se multiplient (MJC, Base Nautique, Starter.).

(...)Le projet municipal de la Gauche se fondera sur une démarche participative, en partant des attentes des habitants pour rechercher avec eux des réponses ; il ne pourra se limiter à la seule administration de la ville et à la seule gestion d'un budget.

Deux grandes orientations guideront l'élaboration du projet :

- Réduire l'insécurité sociale, pour redonner sens aux valeurs de solidarité, de sens du collectif, de civisme. Il s'agit là en particulier des mesures d'accompagnement nécessaires, de la politique d'urbanisme et du droit au logement, du partenariat avec les syndicats et associations, des services à la population, de la santé et de l'éducation, et plus largement de la résistance à la marchandisation et à la destruction des services publics et des structures collectives de solidarité.
- La mise en oeuvre d'une démocratie participative, démarche indispensable pour restaurer la confiance des citoyens et leur permettre d'être acteurs de leur devenir.

Ainsi ils devront être mieux informés des enjeux et pouvoir influencer sur les domaines relevant, par exemple, de la Communauté d'Agglomération. Le projet municipal de la Gauche cherchera à mettre en oeuvre toute initiative utile dans le sens de la démocratie participative et n'hésitera pas à expérimenter, en tenant compte des marges financières et légales qui s'imposent.

(...)La Gauche hérouvillaise, partageant ces grandes orientations, décide de travailler en commun dès maintenant, afin de réagir solidairement aux dégâts de la politique municipale actuelle et de préparer l'avenir en mettant en oeuvre dès à présent, dans la ville, une démarche participative pour l'élaboration de son projet municipal." ■

après coup au texte (les mots "ce qui est souhaitable", s'agissant de l'EPR) par le PS, ce qui est une pratique honteuse. Vous avez eu communication de ce texte de protestation et ne pouvez donc l'ignorer, pas plus que vous n'ignorez le contenu très clair de la motion déposée et votée par les élus Verts contre l'EPR. Il s'agit donc là d'une campagne de désinformation délibérée qui ne vous honore pas.

La calomnie : "récompenser les Verts d'avoir fait passer l'EPR" (des vendus, en quelque sorte) est une phrase particulièrement méprisante quant à la manière de présenter le rôle et l'action des Verts au Conseil Régional et ailleurs. C'est une tentative, assez méprisante à vrai dire, de faire oublier que les Verts se sont toujours battus, et se battent toujours, à la fois contre l'EPR et contre l'enfouissement des déchets radio-actifs (à Athis de l'Orne par exemple). Tous ceux que vous voudriez pour partenaires privilégiés ne peuvent certes pas en dire autant !!!

La mauvaise foi : Vous savez parfaitement bien que les 3/4 des élus régionaux, hélas, sont favorables à l'EPR. Seuls ceux du groupe Verts-PRG-Citoyens y sont hostiles. C'est un peu fort de vouloir faire croire que les Verts sont responsables du choix de l'EPR alors que ce choix (d'ailleurs gouvernemental et EDF) était celui de tous les élus régionaux sauf le leur et que cette majorité de pro-EPR de droite et de gauche aurait de toute façon voté une telle motion en fin de compte. C'est "oublier" que les Verts ont déposé une motion contre l'EPR et l'ont voté. C'est "oublier" que **tous les élus du PCF** ont eux, contrairement aux Verts, voté POUR l'EPR avec le PS, sachant, eux, que le texte était "bidouillé".

Ce n'est pas la première fois que vous vous en prenez aux Verts, de préférence, plutôt que de vous attaquer, avec nous, aux pro-EPR. Ce n'est sans doute pas la dernière non plus, tant il est vrai que vous faites constamment des Verts vos adversaires, les attaquant à tous propos quand il y aurait tant à faire contre la droite libérale, localement comme nationalement ou au plan européen. Tout en affirmant dans l'article immédiatement voisin que vous souhaitez rassembler "Gauche en Avant, ... Verts, PCF et LCR" ... Etes-vous sûrs d'en prendre les moyens ? ■

Paul Lowy

reçu le 28 novembre 2004

## Droit de réponse

Nous publions ici le droit de réponse de Paul Lowy, suite à nos articles sur la position prise par les élus Verts au Conseil Régional sur l'EPR. Nous voulons bien prendre acte de ce qui serait une manipulation de la majorité PS-PC-MRC. Mais, les élus Verts n'ont-ils pas, pour partie, sacrifié la défense claire des principes de notre combat aux accords de gouvernance au sein du Conseil Régional. Les événements récents semblent confirmer cette tentation.

Alors que les Verts n'ont officiellement pas pris position sur la constitution européenne (cela doit faire l'objet d'un référendum interne au Verts), la déclaration du groupe PRG-Verts du Conseil Régional appelant au vote "oui" est un exemple typique de ce comportement. Nous aurions pu comprendre qu'individuellement ces élus déclarent défendre le "oui" au sein de leur parti, une déclaration au nom du groupe PRG-Verts nous paraît, encore une fois, privilégier les accords de gouvernance au sein du Conseil Régional. Ceci est d'autant plus regrettable qu'il s'agit là d'une manoeuvre dont le seul but était de faire contre-feu à la position prise par Philippe Duron qui a appelé à voter "non" au référendum interne du PS, de faire pression sur les militants du PS et plus loin sur le référendum des Verts.

Les mêmes questions se posent aujourd'hui aux Verts du Conseil Régional qu'au sein de l'ancienne gauche plurielle : comment, minoritaires au sein d'une majorité, peut-on faire avancer ses idées ? quel est le rôle des élus minoritaires d'un groupe majoritaire ? Voilà des questions fondamentales qui nous interrogent tous, les Verts aujourd'hui parce qu'ils sont dans la majorité, nous mêmes-parce que nous voulons changer les choses en participant à la gestion. ■

Dans votre dernier numéro (du 26/11/2004), un encadré en page 8 affirme ceci "Voici quelques semaines, le conseil régional votait la mise en place d'un EPR, alors que les élus des verts, bras croisés, s'abstenaient."... et plus loin: "Est-ce à cause de cet article (de "la gauche autrement" et celle "en avant") et pour récompenser les Verts d'avoir fait passer l'EPR qu'aujourd'hui le conseil régional refuse le stockage des déchets nucléaires dans la région..."

Mes chers camarades, vous ne lésinez décidément pas sur le mensonge, la calomnie et la mauvaise foi !.

ment pas sur le mensonge, la calomnie et la mauvaise foi !.

Le mensonge : Les élus Verts, comme vous le savez fort bien, ne sont pas restés "bras croisés". Ils ont au contraire présenté une motion contre l'EPR qui a recueilli - hélas - les seules 7 voix du groupe Verts-PRG-Citoyens. S'ils n'ont pas pris part au vote sur la motion du PS, c'est que celle-ci (portant sur l'énergie en général) ne comportait pas de demande de l'EPR. Les élus ont dénoncé le fait que 4 mots ont été ajoutés



# pourquoi pas ?

Directeur de publication :

Georges Fauvel

Comité de rédaction :

Étienne Adam  
Nicolas Bénéès  
Georges Fauvel  
Anne Flambard  
Marie-Claude Herboux  
Hervé Le Crosnier  
Jean-Charles Risbec  
Sébastien Saez

Abonnements :  
(6 numéros par an)

Simple 8E, soutien 15E et plus, étudiants et chômeurs 4E.  
Chèques à l'ordre de ANPAG, CCP Rouen 5446-46K.

Prix au numéro 1,50 E.

Conception graphique Nicolas Taffin  
Imprimé par Alphacolor (Caen)  
(tirage 1700 exemplaires).

## EXPÉDITEUR :

**ANPAG (Georges Fauvel)**  
BP 6269  
14067 Caen Cedex 4

Fax : 02 31 75 33 65  
N° CPPAP 1207 P 11074

Dispensé de timbrage

CAEN CC

pourquoi pas ?

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

DÉPOSÉ LE 27 01 2005

## Agenda militant



Mercredi 2 février :

Collectif régional de L'alternative Citoyenne, La Gauche Autrement  
Nous contacter.



Lundi 7 février :

Nous en éprouvons la nécessité depuis longtemps, voici la première réunion formation-débat : La loi Borloo  
20h30, au local de l'ANPAG, 23 rue des Fossés St Julie à Caen



Mercredi 24 février :

Collectif logement, poursuite du travail déjà réalisé  
à 18h, au local de l'ANPAG, 23 rue des Fossés St Julie à Caen



Lundi 14 mars :

Une autre formation-débat : L'histoire du mouvement ouvrier en Basse Normandie  
20h30, au local de l'ANPAG à Caen



Samedi 19 mars :

Manifestation européenne à Bruxelles :  
"NON au traité constitutionnel, pour une Europe sociale"

Pour un calendrier plus précis, deux adresses à ne pas rater : <http://anpag.org> et <http://www.resistances-caen.org>

Le site de l'ANPAG a fait peau neuve.

<http://anpag.org> vient de réouvrir. Vous y trouverez des textes, les Pourquoi Pas ? et tous les communiqués de presse que la presse n'a pas passés. N'hésitez pas à aller le consulter !



Toujours sur internet, bientôt sera disponible un site fédérant "L'Alternative Citoyenne : La Gauche Autrement" au niveau de la Basse Normandie. ■

